

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE DU GROUPE BOLCHEVIK-LÉNINISTE de la S.F.I.O. (Anc. Ligne Communiste)

ABONNEMENTS : France 1 an : 20 fr. 6 mois : 10 fr. Etranger 1 an : 30 fr. 6 mois : 15 fr. Compte chèque postal : P. Frank 1368-55 Paris

Abonnements d'essai trois mois : 5 francs Parait le vendredi

Alerte !

Empêchons qu'un banal accident du métier, l'exécution d'un bourreau, soit exploité par la réaction pour installer Tardieu à l'intérieur.

Il faut empêcher le Parlement croupion de faire le voyage de Versailles

Conservatisme puissant, illusions parlementaires profondes de la population française, telles seraient les leçons des élections cantonales. Déplacements faibles de voix, léger gain de voix socialistes et communistes, parti radical à peine entamé. Mais l'image électorale du pays traduit d'une façon déformée la réalité et n'exprime pas clairement les tendances.

Si les larges masses sont encore saturées d'illusions démocratiques, la grande bourgeoisie, la réaction à son service, ont une notion solide de leurs intérêts. Pour opérer un regroupement des forces bourgeoises, pour concentrer le pouvoir exécutif dans quelques poignées vigoureuses, elle exploitera tout incident. Il suffira de l'attentat de Marseille pour qu'un milieu de larmes de crocodile, Le Jour, Le Matin, etc., exigent un nettoyage, que les Jeunesses patriotes paradedent sur les boulevards.

Deux mots à propos de l'événement marseillais. Il est à peine besoin de dire que, marxistes, nous ne préconisons pas les actes individuels comme celui du Croate Kelemen. Non seulement, ils ne servent pas à la cause des exploités; mais se produisant le plus souvent à contre-temps du mouvement réel des masses, ils aboutissent à l'inverse de ce qu'ils visaient. Ce peut être aussi le cas maintenant, si les travailleurs ne réagissent pas vite et fort. Mais, en présence de tels actes, nous devons aussi saluer l'accumulation grandiose de haine et d'esprit, de sacrifice contre un bourreau sanglant, qu'ils comportent. Aucun militant ne lira sans étonnement. Article de Blum, l'hommage rendu à la personne du ministre politique Barthou, tué par hasard, et les réflexions saugrenues à propos d'attentats commis sur la terre française. Peu importe où le bourreau Alexandre a été exécuté; un accident du métier de roi, on passe à l'ordre du jour. Et, en France, par la succession de Barthou, l'ordre du jour impose un renouveau ministériel que la réaction va chercher à utiliser à son profit. Herriot continuera peut-être pour l'instant, la politique de Barthou au Quai d'Orsay; mais c'est dans la politique intérieure que le coup de barre à droite, va être donné. Gare à Tardieu à l'intérieur !

Face à la menace réactionnaire imminente, l'attitude des deux partis ouvriers est scandaleuse. L'unité d'action qui n'a jamais dépassé le cadre de meetings et de manifestations autorisées, se cantonne de plus en plus sur le terrain parlementaire: Blum et Ramelle écrivent à leurs chers collègues du Parlement. Sur cette voie, les partis se font les complices des étrangers des masses laborieuses. La bourgeoisie, dont Doumergue est le porte-parole, veut opérer une réforme de l'Etat en sa faveur. Le Parlement capitulard

Salut aux révolutionnaires espagnols !

Des retards intolérables à l'Unité Syndicale

Des délégations des deux directions confédérales se sont rencontrées hier mardi, et n'ont encore abouti à rien.

Chacune des bureaucraties animées de sentiments conservateurs, accumule les obstacles pour différer un acte voulu ardemment, impatientement, par des millions de travailleurs.

Travailleurs, ne permettez pas que la volonté anti-unitaire de Jouhaux combinée aux spéculations des Monmousseau sur la croissance des voix communistes aux élections porte un coup néfaste à l'unité syndicale.

Après les C. C. N., au moment où les dirigeants discutent autour d'un tapis vert, redoublez de vigueur dans vos interventions: motions, résolutions, délégations, doivent se multiplier: pas de formalisme, pas de tergiversations. Unité syndicale immédiate.

Un scandale !

Dans le numéro du « Franciste » du 7 octobre, les noms, adresses ainsi qu'une foule de renseignements sur plusieurs dizaines de militants ouvriers sont publiés.

Une enquête doit être faite par les militants dénoncés. Le mouchard doit être trouvé et châtié. Mais d'autre part les responsables de la commission des mandats doivent être publiquement sanctionnés. On ne doit pas permettre de jouer avec la vie des militants.

Il y a à Versailles pour satisfaire aux exigences du capital.

Non, à ce Parlement-croupion, les travailleurs ne peuvent permettre de légiférer sur le statut de la nation. Aux masses qui ont encore une confiance large dans les élections, dans le régime démocratique, les militants devront dire: allez-vous donc permettre que ceux qui, le 6 février 1934, ont trahi le mandat que vous leur avez donné en 1932 fassent le voyage de Versailles? Nous sommes avec vous pour une dissolution et de nouvelles élections. Mais vous ne les obtiendrez que par l'action, qu'en chassant cette Chambre et le gouvernement Doumergue, par la grève générale.

Préparation de la grève générale. Constitution à cet effet, de comités de quartiers, d'usines, de communes; organisation d'une milice du peuple pour assurer la sécurité des travailleurs.

Ce sont les actes exigés par la situation. Aux travailleurs qui comprennent la gravité du danger réactionnaire, nous disons: N'oubliez pas que ce danger est multiplié par l'incapacité, l'impuissance de ceux qui vous dirigent.

Pour vaincre le danger réactionnaire, sachez vaincre les dangers dans vos propres rangs.

Pour cela, dans le P. S., et dans toutes vos organisations, faites vivre les mots d'ordre défendus par La Vérité !

Notre politique

Le front unique est pour la bourgeoisie un épouvantail, c'était prévisible, mais cela ne peut nous suffire. Le front unique rassemblé le front national contre la masse des travailleurs, stimule l'offensive du capital, il est impérieux qu'il se développe en une action d'autant plus virile. Or il n'en est rien. Aux discours de Doumergue le tandem des deux bureaucraties opportunistes oppose des meetings, le front national menace-t-il de mobiliser, HUMA et POPU de répondre en rassurant la bourgeoisie.

Cette voie mène au bourbier. C'est discréditer aux yeux des masses un de leurs moyens de combats, c'est aussi faire perdre confiance dans les possibilités d'action du prolétariat à la petite bourgeoisie et aux masses paysannes hésitantes encore.

La première cause d'un tel danger c'est l'orientation opportuniste des deux bureaucraties n'ayant réalisé le front unique que contraintes et forcées en le gardant en main. Les militants des deux partis unis par le pacte n'ont de contacts entre eux que ceux d'ailleurs de meetings, ils n'ont pas la possibilité de se concerter sur tous les moyens du combat, le front unique entre ces deux masses de travailleurs organisés passé par la transmission des deux bureaucraties qui le freinent. La masse des organisés S.F.I.O. S.F.I.C. a besoin de se connaître de débattre en commun tout ce qui concerne son sort, d'être et de contrôler en commun les organes de direction du front unique aujourd'hui, du Parti unique demain.

Dans cette situation le parti unique peut devenir un moyen de reconstruire le parti révolutionnaire moteur de l'action révolutionnaire des masses. Ce parti révolutionnaire, dont la nécessité est chaque jour plus brûlante, ne peut être conçu comme l'addition P.S. + P.C., mais cette addition: le Parti Unique peut donner un dynamisme d'action plus puissant et créer de ce fait par l'action intransigente d'un noyau révolutionnaire, de larges possibilités de regroupement pour l'avant garde révolutionnaire !

Nous ne posons pas l'édification d'un parti révolutionnaire comme condition du combat, nous le bâtons dans le combat comme arme de victoire. Nous ne préconisons pas le Parti unique comme panacée mais comme moyen vers ce but.

De suite: front unique d'action par de larges contacts de ceux qui ont à la mener, ASSEMBLEE COMMUNE DE RAYONS ET DE SECTIONS, ceux qui parlent de Parti unique et s'opposent à ces assemblées préalables sont autant de philistins.

Les débats du Congrès des J.S. de la Seine

Par sa tenue, sa discipline, par le sérieux des discussions et des positions politiques, le congrès fédéral des Jeunesses de la Seine représente un progrès considérable de notre jeunesse.

Le bouillonnement politique intense s'était traduit par une floraison de motions. Disons tout de suite que la motion Louis Lévy prenant le statu quo des statuts et la confiance à la direction social-démocrate n'a pas beaucoup de succès auprès des Jeunes Socialistes de la Seine! Pas une fois Louis Lévy n'osa aborder la tribune de l'Assemblée d'information ni du Congrès, ni affronter la colère légitime des J. S. aux yeux de qui il symbolise le réformisme. Au congrès fédéral il recueillit seulement un mandat... staliniste (!)

Les militants de la Seine se lamentaient sur 5 motions.

La motion Roussel, dite « Trotsky » qui réclamait l'autonomie complète vis-à-vis du Parti Socialiste mais surtout posait l'ensemble des problèmes politiques et de nos mots d'ordre essentiels. Malgré que les jeunes léninistes n'aient pas droit de vote, malgré le mode réactionnaire de répartition des mandats (établis selon les effectifs de l'année précédente) qui donnait aux nouvelles sections une représentation influe, la motion Roussel emporta 129 mandats.

(Voir suite page 4)

MILICE DU PEUPLE !

Les bandes réactionnaires sont constituées d'une poussière humaine forte de notre tolérance et de l'appui gouvernemental.

La MILICE DU PEUPLE représente les intérêts historiques d'une classe montante, elle a pour tâche de rendre à cette classe trompée par le réformisme, sa confiance dans sa force vive.

Pour vaincre, il faut détruire l'ennemi, il faut porter le feu et le plomb dans ses rangs, il faut s'armer et préconiser à chaque prolétaire qu'il s'arme, coordonner et discipliner les actions.

Le Militien se discipline par dévouement, mais il sait que la discipline est un moyen d'agir efficacement et qu'il ne tolérera pas que ce soit un moyen de freiner l'action.

Le Militien comprend par dignité: victoire ! Il n'y a pas d'agresseur autre que le capitalisme.

La meilleure défensive est pour lui l'offensive farouche et sans pitié.

Que ceux qui ne comprennent pas que devant la montée fasciste il faut la force d'action du prolétariat et que la milice est la principale tâche de la milice soient balayés de ses rangs.

REUNION

des membres de la tendance bolchevik-léniniste du P.S. Dimanche 14 octobre à 14 h. 30 Passer au Siège pour connaître le lieu.

En Espagne

Les libéraux capitulent. Le prolétariat doit forger son parti.

Il serait certainement prématuré de vouloir tirer des conclusions définitives sur ce que le Populaire appelle: les troubles en Espagne. D'autant plus que le mouvement insurrectionnel qui semblait réprimé quant à l'essentiel, vient d'être pris d'une recrudescence violente du fait de l'apport tardif de l'élément anarchiste.

La nouveauté de la situation consistait en ceci que nous assistions non plus à une révolte libertaire dirigée par la F.A.I., sur des revendications économiques, mais à un mouvement de résistance au bonapartisme de Lerroux, dirigé par le parti socialiste et s'appuyant sur les revendications autonomistes des provinces. Cette considération autorisait apparemment une perspective en une plus grande conscience du mouvement, si l'on ne prenait garde à ce fait essentiel que le soulèvement au lieu d'être conduit par des anarchistes allait être par des libéraux, ce qui à la combattivité personnelle en moins aboutit pratiquement au même. En aucun cas, on ne trouve la direction authentiquement révolutionnaire qui s'impose.

Pourquoi la défaite ?

Il n'est pas fortuit comme le fait remarquer le Populaire que les actions héroïques de résistance armée au fascisme et à la réaction soient en Espagne comme en Autriche, avant tout socialistes et cela confirme pleinement notre analyse du centrisme socialiste, comme produit de la décomposition du réformisme dans le sens d'une évolution révolutionnaire positive.

Mais il n'est pas non plus fortuit que ces résistances héroïques et désespérées échouent sur les récifs du bonapartisme et du fascisme faute d'une direction et d'une organisation marxiste-léniniste.

Il était indispensable de lier la lutte des ouvriers, des paysans, des républicains, contre Lerroux, aux revendications autonomistes du peuple catalan, et basque, mais il devait être clair que la lutte des éléments autonomistes n'avait qu'une valeur d'appui. L'erreur a été de leur donner la place directive.

L'arme de la revanche

Cette expérience devra servir aux camarades de l'Alliance ouvrière qui devront rompre avec les bavards catalanistes, et entraîner avec eux les ardents jeunes gardes catalans.

Les travailleurs et socialistes espagnols apprennent à leur détriment qu'il ne s'agit plus de luttes républicaines quarantehuitardes. Ce doit être la dernière révolte des libéraux sur le dos des prolétaires, et la préparation méthodique de la révolution prolétarienne.

De ce point de vue, il est peut-être inexact de dire qu'il n'y a rien de fait; la gauche socialiste avait dépassé les perspectives républicaines bourgeoises. Mais ce ne sera jamais que des paroles aux conséquences tragiques, tant qu'une organisation systématique des moyens de combat (milices), des éléments du pouvoir des ouvriers et paysans (comités) ne sera pas entreprise à l'échelle nationale. Or, seul un parti révolutionnaire peut mener à bien cette tâche. D'autre part, il ne s'agit pas uniquement pour nos camarades espagnols de la lutte contre les ligues fascistes, mais bien contre un appareil d'Etat, outillé de tous les moyens de répression modernes (engins d'accompagnement, avions, etc...). Dans ces conditions, la victoire est inséparable de la conquête de l'armée. Là encore, seul un parti révolutionnaire, et non un parti de défense nationale, peut pratiquer avec fruit l'action dans l'armée.

Tribune libre

Nous ouvrons cette tribune libre où pourra collaborer chaque membre du P.S., à quelque tendance qu'il appartienne ou se réclame.

Lettre de F. Desphelippon

Chers camarades, La « Vérité » fait de son mieux pour populariser l'idée des « Milices ouvrières ». Bravo !

J'ai moi-même défendu devant la Commission Exécutive de la Fédération de la Seine, bien avant le 6 février, la nécessité de ces Milices.

Comment ce qui me semblait vrai antérieurement au 6 février, pourrait-il ne plus l'être postérieurement ? Carbonisme, putsch, prétendent quelques esprits qui se voudraient forts.

Nan ! ce sont là, autant de choses dont les milices ouvrières sont très exactement le contraire.

Les Milices, c'est le seul moyen qui s'offre à nous de grouper ceux qui, sans être tous socialistes ou communistes, n'en ont pas moins clairement manifesté le 12 février, leur volonté de barrer la route au fascisme.

Vouloir l'auto-défense de masse, c'est vouloir « les Milices ».

Parler de la première, et écartier les secondes, est pure et simple blagologie.

Créer les Milices n'est qu'une de nos tâches. Aujourd'hui que les intérêts de la classe ouvrière se confondent avec les intérêts généraux du pays, toute notre action doit avoir pour objectif « le pouvoir au socialisme ».

Est-il encore pour cela, que l'immense majorité de ce pays spolie et ruiné par le capitalisme, comprenne que le socialisme est seul à représenter ses intérêts.

Car, j'en demande bien pardon à beaucoup, le 6 février (1) le danger venait moins des organisations militarisées des Jeunesses patriotes et autres Croix de Feu, que de ce que ces organisations aient su canaliser à leur profit la colère populaire et aient pu donner l'impression — ne serait-ce que pendant quelques heures, que Paris était avec elle. D'où « la nécessité du plan ».

Plan qui, avec des formules claires et immédiatement réalisables, interpréterait très exactement les intérêts de la collectivité et, collant le socialisme à la masse, nous permettrait de l'entraîner avec nous.

Milices, Plan, Discuter sur autre chose, c'est discuter du sexe des anges, quand l'ennemi est à la porte de la cité et s'apprête à l'emporter d'assaut !

(1) Le danger représenté par les organisations fascistes militarisées est aujourd'hui certain. F. D.

Lettre ouverte aux membres de l'ancienne J.L.

Chers camarades, Nous avons pris connaissance avec une satisfaction compréhensible, de votre décision de rentrer dans les Jeunesses Socialistes. Les relations entre votre ancienne organisation et la nôtre étaient bonnes et nous avons toujours rendu hommage aux études marxistes profondes effectuées au sein de votre groupement.

Etant maintenant de la même organisation, permettez-nous de parler franchement avec vous. Vous savez que chez nous, depuis quelques temps se poursuit une discussion sur le problème de l'autonomie. Vous savez aussi que l'un est d'accord dans le cas où le parti ne nous donnerait pas satisfaction (sur la question des libertés politiques), pour ne pas faire de scission. Et c'est justement cette motion qui est présentée par des camarades que nous considérons aussi comme représentants d'une tendance « trotskiste » au sein des J. S.

(Voir suite page 2)

Les éléments de ce parti révolutionnaire sont en Espagne épars dans l'alliance ouvrière. Nos camarades de la gauche communiste espagnole luttent pour sa création.

Les travailleurs catalans et espagnols viennent de nous donner un nouvel exemple de leur magnifique courage révolutionnaire. Ils sauront se forger l'arme d'une revanche éclatante, et assurer le succès définitif de leur cause.

Soutenez-les de toute votre solidarité. Mais n'oubliez pas que le chemin de la victoire, c'est tout d'abord une analyse réaliste des causes de la défaite.

Vie Internationale Les troubles d'Amsterdam et leurs répercussions sur le mouvement ouvrier néerlandais

Etats-Unis

Vers la fusion de la Ligue Communiste et du Parti ouvrier américain

La Ligue Communiste Américaine a proposé le rattachement de la Ligue Communiste à la Ligue Communiste Internationale. Non seulement elle a un caractère international, mais elle a un caractère révolutionnaire. Elle n'est pas une simple organisation de masse, mais elle est le reflet de la classe ouvrière. Par le rôle très important qu'elle a joué dans les luttes révolutionnaires (Munich, Amsterdam) et dans la lutte des chômeurs, par son influence grandissante dans les syndicats, nos camarades ont démontré qu'ils sont prêts également à parler américain.

Cet état de choses a favorisé grandement l'adhésion au Parti ouvrier américain (M.O.P.), un parti prolétarien beaucoup plus nombreux que la Ligue Communiste et qui joue dans la lutte de classes en Amérique un rôle important. Ce parti combine avec des forces révolutionnaires, il a engagé avec nos camarades américains des pourparlers de fusion. Des discussions ont eu lieu sur la possibilité de la fusion qui apparaît aujourd'hui comme tout à fait probable.

Pour les Jeunesses, la fusion de la Jeunesse Spartakiste (Généraliste) et des Jeunesses « Américaines », avec la Jeunesse Socialiste Américaine qui évolue vers la gauche est à l'ordre du jour.

Nous saluons le regroupement révolutionnaire qui se prépare en Amérique, et qui peut ouvrir la voie à la formation rapide du Parti et de la Jeunesse Révolutionnaires.

Chili

La Ligue Communiste à l'avant-garde

Nos camarades de la Ligue Communiste chilienne, poursuivent par une critique énergique la décomposition du parti socialiste, l'effacement du parti révolutionnaire, à opposer aux partisans historiques, qui représentent les diverses nuances de la bourgeoisie.

Mais en même temps, ils pratiquent une politique de revendications actives, et leur organe, *« Izquierda »*, a une nette influence de masse, sur les ouvriers, et surtout sur les populations indiennes du Chili - qui est le plus exploité dans les Andes.

A ce sujet, il faut noter un fait significatif. Sous le faux prétexte que le Chili est un pays agricole, la Chambre Bourgeoise, sur la proposition du député réactionnaire Prión, a tenté d'interdire l'exportation de céréales.

Notre camarade Zapata, député de la gauche communiste, face à la volonté de répression bourgeoise et aux pleurs-hérétiques des réactionnaires et démocrates qui ont proposé un amendement, a tiré les conclusions révolutionnaires qui en découlent :

« Elle nous importe peu, à nous prolétaires, cette nouvelle manifestation de servilité... »

« Elle démontre une fois de plus que le Parlement n'est qu'un organe de répression, un instrument contre les travailleurs et leurs revendications... »

« Un conglomérat d'illusions et de terreurs bourgeoises que la brillante « Izquierda » n'atteint pas, et qui en particulier, le Parlement bourgeois, veut manquer les interventions par lesquelles le camarade Zapata, avec une logique révolutionnaire implacable, dénonce la répression sanglante exercée par les corps de « carabineros », et l'exploitation des « colons » (Discours de juillet sur l'assassinat de José Gutiérrez).

Résumons que nos camarades Chiliens, sans oublier leur activité théorique (une revue marxiste « Vie Internationale », un parti en cours), savent conduire pratiquement la lutte des masses ouvrières et paysannes.

Venez à notre permanence

Tous les jours de 18 h. à 20 h.

8, Rue Legouvé (métro Lancry)

TRIBUNE LIBRE

Une lettre aux membres de l'ancienne J.L.

Suite de la Première page

Dans ce cas où le parti ne donnerait pas satisfaction, vous voulez recommencer le même jeu ? Croyez-vous sincèrement qu'il y aurait une grande différence entre les chômeurs d'un groupement de jeunes de 200 membres et d'un autre d'un mouvement qui compterait quelques milliers de jeunes gens ? Car vous ne pouvez pas ne pas être certains que votre influence comme l'influence de la Fédération de la Seine des J. S., ne touche pas encore toute la jeunesse, et qu'en cas de sécession, il n'y aurait certainement pas plus d'un cinquième des camarades qui retourneraient vos mots d'ordre. Vos analyses de la situation nationale et internationale nous ont toujours plu. Mais nous ne prions que vous n'ayez jamais fait une erreur aussi grave que de vouloir créer une nouvelle organisation qui ne soit que la répétition de ce que nous sommes. Vous n'avez plus réussi à fonder la partie révolutionnaire et vous êtes, condamnés à rester les conseillers des partis existants.

La sécession d'un conseiller n'est pas toujours le même. Il y a des conseillers qu'on déteste, et il y en a d'autres qu'on n'aime pas, et qu'on aime pas. Certains sont qu'on ignore même l'existence. Mais il y a des exemples nous ont déjà montré qu'on peut être élu d'un grand parti, et qu'on ne peut pas être élu d'un grand parti. Celles-ci ne sont pas élues d'un grand parti, et qu'on ne peut pas être élu d'un grand parti. Elles-ci ne sont pas élues d'un grand parti, et qu'on ne peut pas être élu d'un grand parti. Elles-ci ne sont pas élues d'un grand parti, et qu'on ne peut pas être élu d'un grand parti.

Après les événements dans la lutte internationale de février 1933 qui exercèrent de grands effets sur la politique de la classe capitaliste néerlandaise et qui dominèrent les élections de 1933, fut formé pour la première fois dans l'histoire de la Hollande un bloc des cinq partis bourgeois et constitué un gouvernement avec Colijn à sa tête, possédant une solide majorité au Parlement et qui, par conséquent, a la possibilité de donner satisfaction aux exigences économiques de la bourgeoisie néerlandaise.

Parmi ces exigences se trouve la réduction rapide du coût de production, des salaires ainsi que des allocations aux chômeurs dont le nombre s'élève à 350.000 environ. Déjà le gouvernement précédent avait commencé par la réduction des allocations qui, en comparaison avec celles des autres pays, étaient assez élevées. Lorsque les patrons de l'industrie privée eurent fait de grands progrès dans la baisse des salaires et des appointements, surtout dans les exploitations non protégées, l'Etat aussi commença à réduire les revenus de son propre personnel ainsi que des employés et ouvriers des villes et des municipalités. Tandis que le Gouvernement considérait comme un devoir national de lutter contre le chômage par des plans d'outillage national pour lequel étaient alloués 60 millions de florins, il souligna en même temps, que ces plans ne seraient réalisables qu'au-dessous des tarifs normaux.

Une réaction des baisses de salaires sur les allocations était inévitable par suite des rapports étroits entre salaires et allocations. A l'occasion déjà de la réduction des allocations dans le district de textile de Twente (en avril, mai de cette année), le gouvernement avait motivé cette baisse par la différence devenue trop petite entre les salaires et les allocations qui, d'après la loi, devaient s'élever au moins à 35 %. Pour pouvoir baisser davantage les salaires déjà très réduits dans l'industrie textile, les allocations devaient être préalablement réduites - revendication des patrons du textile, qui fut accueillie avec empressement par le gouvernement.

Après ce vol sur les allocations dans un district paysan suivi celui dans les quatre villes les plus importantes de Hollande, dont les chômeurs, d'après l'avis du gouvernement, touchaient des allocations trop élevées. La baisse des allocations liée au changement des termes était si radicale qu'elle devait mener les chômeurs dans les villes au paupérisme. Ce nouveau règlement qui devait entrer en vigueur le 1^{er} juillet fut la cause des troubles à Amsterdam et dans les autres villes hollandaises.

Les réformistes capitulent

La Social-Démocratie hollandaise, les syndicats réformistes et confessionnels s'adaptèrent complètement à cette politique du gouvernement Colijn. Ils acceptèrent toutes les baisses de salaires sans résistance et soutinrent les projets d'outillage national du gouvernement. A l'occasion du vol sur les allocations à Twente, le parti social-démocrate hollandais et l'Union Syndicale Néerlandaise organisèrent une pétition, mais lorsque le gouvernement ne tint pas compte de cela, ils n'entreprirent aucun autre pas pour se défendre contre ce vol brutal, malgré une participation massive de 50.000 signatures. Pour les villes inférieures de cette politique gouvernementale, les chômeurs des grandes villes, les réformistes n'eurent qu'une conspilation

plus inutile à cause du courant puissant vers l'unité qui a ses racines non dans la logique mais dans le sentiment des masses. La sécession n'est possible que dans des moments où les masses peuvent comprendre de quoi il s'agit. Un de ces rares moments est le jour où un parti prolétarien vote les crédits militaires. La situation historique pour une sécession utile, est fournie par une catastrophe. Avant une telle catastrophe, les masses craignent d'affaiblir les forces des vieux partis et la force du prolétariat restent dans leurs vieux cadres.

La même faute que vous êtes en train de faire sur la base nationale, vous la répétez sur la base internationale. Dans la résolution, elle est plus haut, nous devons :

Poursuivons de la création d'une nouvelle Internationale révolutionnaire des Jeunes, nous pensons qu'une étape sur cette voie est la rupture dans l'I.S.J. avec le bloc des patriotes et des réformistes (Hollande, etc.). La première tâche est de sonder tous les jeunes de la Gauche socialiste qui s'orientent vers le marxisme théorique. Espagne, France, etc., et de clarifier les problèmes vitaux de la jeunesse ouvrière.

Mais internationalement, les résultats d'une telle tentative seraient encore pires. Si en France vous êtes décidés à attendre la majorité pour réaliser vos buts, internationalement vous voulez que la minorité tchécoslovaque, par exemple, se sépare de son organisation au moment où vous trouvez l'opportunité de sortir de l'Internationale des J. S. pour créer une Internationale latine ou une organisation de ce genre. Les minorités des pays réformistes se sentent impuissantes, et, comme vous le dites vous-même, leur serait imposé « sur le fait » de leurs « faiblesse organique », de rester dans les conseils, et des partis existants.

En nous disant cela, camarades, nous sommes persuadés d'être en fait que bon révolutionnaires. Nous but le plus haut est la révolution prolétarienne et c'est pourquoi nous avons dit si fermement ce que nous pensons de votre tactique.

Salutations socialistes.

ERIC (J. S. du 1^{er})

pitoyable : la baisse des allocations serait moindre qu'à Twente.

Le résultat de cette conduite des réformistes fut une passivité forte dans la classe ouvrière, qui mena à ce que tous ces maux furent acceptés par les travailleurs et les chômeurs sans résistance ni défense. De nombreuses tentatives des plus petites organisations révolutionnaires, d'arracher le masse de son sommeil se heurtèrent à l'indifférence. Aussi les tentatives entreprises de différents côtés de secouer les chômeurs par des réunions particulières de chômeurs aboutissaient au résultat déplorable que sur des dizaines de milliers seuls, 100 à 200 chômeurs prirent part à ces réunions. D'autant plus surprenant fut donc la résistance spontanée, qui subitement éclata dans la population du quartier prolétarien amsterdamien de Jordaan, et qui s'étendit plus tard sur divers autres quartiers d'Amsterdam, ainsi que sur d'autres villes de Hollande.

Les masses s'éveillent

L'instinct de conservation des masses qui avait sommeillé longtemps se réveillait et devenait de plus en plus fort, à mesure qu'approchait le jour où pour la résistance devait être payée l'allocation diminuée. Le sentiment de la misère croissante rassemblait tout à coup les chômeurs, créait l'esprit de la résistance et rebuffait le sentiment d'impuissance qui avait dominé si longtemps les masses. Une solidarité modeste prit naissance parmi les prolétaires de Jordaan, où chacun connaît les soucis des autres et vit grandir sa propre misère et celle de ses voisins par la baisse des allocations. Dans les rues étroites de tout ce quartier avec ses maisons surpeuplées, l'esprit de résistance se répandit très rapidement. Qu'on ne se rendait dans la rue et rencontrait inévitablement, d'autres compagnons de la misère qui se trouvaient dans la même situation et qui étaient remplis du même esprit.

La résistance commença dans l'après-midi du 1^{er} juillet, spontanément sans direction, ni armes. Des hurlements de parés, de vieux meubles furent érigés, les réverbères furent éteints et on leva les ponts sur les différents canaux, on chassa la police. La bataille dura toute la nuit. Le 5 juillet dans la matinée parut le premier appel à la résistance de tous les chômeurs amsterdamiens, les inclinant à se réunir dans des démonstrations de rues. L'appel était lancé par l'Union locale (PAS) du NAS (syndicat révolutionnaire qui est dirigé par nos camarades hollandais). A la suite de cet appel, se formèrent partout des caisses de

secours, de petites démonstrations dans les quartiers ouvriers, auxquels participèrent des chômeurs de tous les syndicats, même des syndicats confessionnels. La police tenta partout, de disperser par la force les démonstrations. A midi tomba le premier tué, un membre de l'OSP. Dans la nuit du 5 au 6 juillet, la résistance atteint son point culminant, la police fut impuissante contre la masse, elle doit évacuer tout le vaste quartier du Jordaan et se retirer aussi de quelques autres quartiers ouvriers, où le mouvement s'était transmis. Dans la matinée du 6 juillet des troupes fortement armées entrèrent dans la ville pour renforcer la police.

Gèves...

Le 6 juillet la résistance des chômeurs fut soutenue par des grèves, auxquelles le secrétariat local du N.A.S. en juste reconnaissance de la situation, avait fait appel. Quelques milliers d'ouvriers du port et de l'industrie du bâtiment abandonnèrent le travail, ce à quoi les troupes réagirent avec une activité renforcée en employant des mitrailleuses et des autos blindées. La garde nationale fut appelée à la protection de toutes les industries indispensables à la vie quotidienne, signe évident que la bourgeoisie considérait la situation comme grave et dangereuse.

Malgré un second appel à la grève lancé par le PAS, et maintenant aussi par l'OSP et le RVO (syndicat communiste) le mouvement de grève n'arrivait plus à s'étendre le 7 juillet. Par suite, tout le mouvement de résistance s'affaiblit lentement. Du côté des chômeurs, il y avait 7 morts, plus de 25 grands blessés et beaucoup de légers blessés. Du côté de la police et des troupes, il n'y avait qu'un blessé léger, qui avait été atteint par un pot de fleurs. La comparaison de ces pertes donne un tableau précis du rapport de force et une caractéristique exacte des méthodes brutales qui furent employées dans la lutte par la police et les troupes.

Dans la soirée du 7 juillet, eut lieu la conférence du quotidien stalinien la « Tribune » où d'importantes pièces de machines furent déclarées égarées, de sorte que le journal ne fut plus publié. Le même jour, le président du Conseil Colijn et le ministre de la guerre arrivèrent à Amsterdam pour prendre part à une conférence avec les chefs de la police et de l'armée. Encouragée et soutenue par une exaltation inédite de la presse bourgeoise, la conférence déclara de rompre la résistance des ouvriers par tous les moyens disponibles.

Pendant les jours suivants, le mouvement s'étendit encore sur quelques autres villes du pays, sans cependant arriver à l'ampleur et à la force de la résistance d'Amsterdam. Seul à Rotterdam il y avait encore le 9 juillet des troubles plus importants et une grève des ouvriers du port. Plus tard, les chômeurs de cette ville recoururent à la grève des loyers pour faire sentir à la bourgeoisie le vol sur les allocations.

Aux combats d'Amsterdam, prirent part aussi bien des membres du P.G.I. que de l'OSP et du RSP ; on ne peut aucunement parler de la direction par un de ces partis. La résistance de la population du Jordaan fut absolument spontanée et eut le caractère d'un mouvement populaire sans direction précise. Par contre, les grèves des ouvriers du port et des ouvriers du bâtiment furent menées par le NAS. Le RVO appela à la grève seulement au moment où les grèves étaient devenues une réalité. L'OSP lança son premier appel le second jour des troubles. Appartenant à toutes ces organisations, des participants furent arrêtés et condamnés à des peines draconiques par un tribunal spécial. Des réunions de grévistes convoqués furent interdites par la police et les locaux occupés. Combien toute la ville était sous l'impression des événements sanglants est démontré par un télégramme de vingt pasteurs protestants adressé au gouvernement, l'invoquant à renoncer à la baisse des allocations, qui était insupportable pour les chômeurs.

Le rôle le plus lamentable et le plus infâme fut joué pendant ces jours de troubles par la social-démocratie hollandaise. Elle ne se prononça pas seulement contre la résistance de la population du Jordaan, qu'elle traitait d'insensée, elle condamna aussi les grèves et n'eut pas peur de dénoncer les organisations révolutionnaires qui soutenaient le mouvement de résistance. Elle dressa aussi programme la débâcle lâche devant la politique de vol du gouvernement et gémit lors de la résistance la plus forte, se lamenta en vue du rétablissement de l'ordre ! Elle souligna dans ses journaux que le combat dans le Jordaan avait approfondi et aggravé les oppositions entre le parti social-démocrate et les partis révolutionnaires. Il n'y eut pas la moindre trace d'un courant de gauche qui aurait pris position contre cette conduite. Mais il s'avéra que des centaines d'adhésions des quotidiens sociaux-démocrates décommandèrent leurs journaux pendant et après les combats.

(A suivre)

CAMPS DE CONCENTRATION HITLERIENS

(Extraits d'ouvrages parus en Tchécoslovaquie)

Les dortoirs d'Oranienburg

Ce sont les anciennes caves - servant autrefois à garder la bière au froid - d'une brasserie désaffectée, qui nous firent lieu de dortoirs. L'eau saute le long des murs épais d'un mètre. Rien que nos songes en été, nous gèle-t-on littéralement de froid dans ces encombres où ne parvient jamais la chaleur bienfaisante du soleil. La plupart d'entre nous n'osent pas retirer le moindre vêtement pour la nuit.

Dans chacune de ces salles souterraines, cent à quatre-vingt hommes sont entassés. Les rangs des lits qui se superposent sont placés à si peu de distance les uns des autres que les prisonniers peuvent à peine se redresser. Ils gagnent, en groupant, ces couchettes qui ressemblent à des chaplans.

Un des prisonniers a calculé que nous avons chacun 3 mètres cubes d'air, c'est-à-dire le tiers du cube de règle dans les établissements pénitentiaires les moins somptueux de Hygieine. Il est inutile, après cela, d'essayer de dépeindre l'atmosphère irrespirable qui règne dans ces salles vers la fin de la nuit.

Dans « l'Ostkeller » de Sonnenburg

A Sonnenburg le seul mot d'« Ostkeller » nous remplissait d'effroi. C'était le nom d'un endroit situé dans l'Est des baraquements où se trouvaient les cellules d'arrêt. A partir du mois d'août 1933, on y amenait les recrues qui venaient de subir ce qu'on appelait la lecture d'exercices sportifs. C'est là qu'on ne pouvait pas briser leur résistance. Aucun des détenus n'osait raconter ce qui se passait dans l'Ostkeller. Rien que le souvenir des tortures endurées glaçait le sang dans les veines.

C'est là qu'ils nous ont fait subir les horreurs de la torture. Ils nous ont fait subir les horreurs de la torture. Ils nous ont fait subir les horreurs de la torture. Ils nous ont fait subir les horreurs de la torture. Ils nous ont fait subir les horreurs de la torture.

Tout ce qu'on peut imaginer en tortures sadiques a été expérimenté dans l'Ostkeller. Je connais un prisonnier dont on frappa à coups de barre de fer, les parties génitales maintenues sur une table.

Nous étions cependant l'impression qu'entre l'administration et le commandement du camp, certaines divergences de vue se manifestaient quant à la nécessité de ces tortures. Certes, nos gardiens étaient d'accord sur l'efficacité de ces méthodes pour l'éducation morale des prisonniers, néanmoins, il nous semblait pas les assassins qui se perpétuaient dans l'Ostkeller. Il existait d'autres méthodes pour briser la résistance des prisonniers : le cachot par exemple.

Le cadavre dans la forêt

Parmi les prisonniers de Sonnenburg se trouvait un communiste, un simple ordonnateur de

Silésie, accusé d'avoir tué d'un coup de fusil un nazis au cours d'une bagarre en 1930. Evidemment, il fut mis au cachot et les S. S. avaient toute blanche pour le faire que bon leur semblait. Nous l'avons revu un jour : il était devenu tout à fait méconnaissable. Son visage, n'était plus qu'une plaie. Quand il fut ramené dans sa cellule, nous l'entendîmes gémettre et crier de longs jours durant. Il restait couché sur son grabat en proie à une fièvre intense, sans qu'aucun médecin ne vint à son secours.

Un jour, à notre grande stupefaction, le traitement qu'on lui faisait subir changea radicalement. L'homme fut conduit à l'infirmerie où on soigna ses blessures. Une fois complètement guéri, il travailla quelque temps au camp comme ordonnateur puis fut remis en liberté. Quinze jours plus tard, on pouvait lire dans une feuille de Francfort, la nouvelle suivante :

« Le meurtrier d'un de nos glorieux membres de la S. A. vient d'être retrouvé hier dans la forêt, le corps percé d'une balle. »

Ossletsky et les journalistes étrangers

Au mois d'août de l'année dernière, un groupe de journalistes anglais fut autorisé à visiter notre camp. On leur avait permis de s'entretenir « librement » avec les détenus, en présence, bien entendu, du commandant du camp. Voici un exemple de ces conversations :

— Comment vous sentez-vous ?
— Bien.
— Comment vous traite-t-on ?
— Bien.

— Êtes-vous content de la nourriture ?
— Oui.
— Pouvez-vous recevoir des livres ?
— Oui.

Un des journalistes anglais fut autorisé à parler à Ossletsky, l'écrivain pacifiste bien connu. Il lui demanda :

— Me permettez-vous de vous adresser quelques livres ?
— Mais volontiers, répondit Ossletsky.
— Avez-vous des préférences ?
— L'autre répondit étonné :

— Je serais heureux si vous pouviez m'envoyer quelques ouvrages documentaires sur le régime des pénitenciers au moyen âge.

Femmes et enfants internés

Le gouvernement de Hitler a officiellement déclaré que les femmes n'étaient jamais enfermées dans les camps de concentration, mais seulement dans les prisons. Or, dans le seul camp de Hohenzellern, il n'y en avait pas moins de vingt-cinq, de novembre 1933 à juillet 1934.

Physiquement peut-être, un peu mieux traitées que nous, elles souffraient d'autant plus moralement. Peu à peu nous étions plus ou moins habitués aux mauvais traitements et aux injures dont on nous abreuvait. Pour les femmes, c'était bien plus dur, car on ne cessait de les accabler des épithètes les plus grossières dont « putain de marxiste » était la plus fréquente et aussi la plus anodine.

Parmi les détenues, se trouvaient des femmes de tout âge ; la plus jeune était une com-

muniste de Dresde, de seize ans, du nom d'Erica Hergesell, la plus vieille avait dépassé la soixantaine. Nombreuses étaient parmi elles les femmes qui ne s'étaient jamais occupées de politique. Il s'y trouvait même une ancienne nazie, Dina Schmidt, atteinte de tuberculose à la dernière extrémité, qui ne pouvait déjà plus quitter son lit et ne recevait aucun secours médicaux.

Souvent les nazis conduisaient des hommes de préférence ceux qui avaient leur femme ou leur mère dans le camp de concentration - sous les fenêtres des baraques des femmes pour les torturer. On s'imaginait les souffrances morales de ces malheureuses devant de tels spectacles.

En janvier dernier, on nous amena un couple. Le mari fut copieusement passé à tabac en présence de sa femme, aussitôt après son admission au camp. En voyant les tortures qu'on faisait subir à son mari, la jeune femme ne put se contenir et frappa un homme des S. A. Elle fut aussitôt maîtrisée, entraînée dans un cachot et frappée à coups de fouet. Nous entendîmes longtemps ses cris...

Dans ce camp de Hohenzellern il y avait toute une famille, le père, la mère et les enfants. Seule, la vieille grand-mère de quatre-vingt-cinq ans, avait été laissée en liberté.

Ces jeunes détenus étaient deux garçons de quatorze et quinze ans. On les faisait travailler au service d'éclairage du camp. Ces deux jeunes gens eux-mêmes n'étaient pas à l'abri des mauvais traitements et l'un d'eux, sauvagement frappé, dut même être admis à l'infirmerie.

Cette année, lors de la Pentecôte, des membres des Jeunesses hitlériennes de douze à quatorze ans, furent envoyés au camp où ils passèrent quelques jours, revêtus de leur uniforme. Quelques prisonniers furent affectés à leur service et devaient leur obéir comme aux hommes des S. A. Un jour, l'un des soldats de l'entretint longuement avec un jeune lycéen de Mogdebourg qui, à l'issue de notre conversation, comme je ne portais pas l'uniforme des détenus, me demanda quelle fonction j'exerçais au camp. Je lui dis que j'étais prisonnier. Il me dévisagea étonné et me dit :

— Allons donc, vous n'êtes pas un criminel.

Je lui expliquai qu'aucun des détenus n'était criminel et que nous étions enfermés simplement pour nos opinions. Il ne voulait pas me croire et me dit que ses maîtres lui avaient enseigné que nous étions des sous-hommes et des criminels dangereux.

Il était d'ailleurs à tel point convaincu de l'exactitude de ce qu'on leur avait inculqué qu'il était persuadé que je plaisantais en me disant prisonnier et il alla trouver un des hommes des S. A. pour lui demander si je n'étais pas un criminel.

Nos gardiens faisaient assister les Jeunesses hitlériennes aux séances où on nous passait à tabac, ce qui provoquait l'ilarité de plusieurs. Les S. A. leur apportaient en outre, le chapeau des prisonniers et les jeunes gens quittèrent le camp, ils employaient déjà les mêmes expressions et avaient la même mentalité que nos gardes-chiourmes...



LA VIE OUVRIÈRE

Après le C.C.N. confédéré

La direction manœuvrière de Jouhaux est à chasser

La grève générale du 12 février a démontré avec force la nécessité d'une cohésion et du regroupement des forces ouvrières. Les faibles résistances aux décrets-lois et l'activité grandissante des bandes armées de la réaction ont mis encore plus impérieusement au jour cette nécessité. Les masses ouvrières, à l'esprit sain, ont de moins en moins compris cette division criminelle. Aussi, la bureaucratie ouvrière se voit contrainte de lâcher insensiblement son frein. Mais le mouvement d'unification, de ce fait, ne progresse que trop lentement.

Des débats il ressort que deux courants se sont opposés sous des formes et suivant des caractères qui reflètent tout à fait l'esprit réformiste avec son inconséquence. Il faut noter particulièrement l'intervention de Llochon (Vigne), qui a fait preuve d'une infériorité sociale et a traduit parfaitement l'état d'esprit du fonctionnaire syndical opé par la venue d'un contrôle et d'une base combattive. Cet homme, corrompu par des années de collaboration est prêt à servir d'importe quelle cause bourgeoise... Il y eut aussi les discours des mineurs Vigne et Bard, autres permanents syndicaux, qui s'opposent à tout prix jusqu'à proférer des menaces de scission ; l'émission de cette déclaration de Vigne : « Si les propositions des unitaires devaient être retenues, la Fédération du sous-sol devrait en examiner les conséquences en ce qui la concerne ».

Mais une autre partie des délégués a, par ses interventions, traduit « avec mesure » les sentiments de la base. Ce furent Delmas (Unitaires), Courrières (P.T.T.) pour ne citer que les organisations les plus importantes. Ceux-ci ont servi de lien entre la gauche du courant unitaire et les secrétaires réactionnaires Jouhauxistes.

Courrières, comme à son habitude, a enveloppé son intervention de toutes sortes de précautions oratoires. Ah ! mais c'est qu'il ne foudroie pas trop chaque fois le « grand patron ». Ainsi, le délégué de la Fédération Pastale n'a pas traduit l'esprit d'unité nécessaire qui s'est manifesté au Conseil National fédéral de Septembre.

Quelques délégués furent plus catégoriques. Dubard Joly (U.D. Saône-et-Loire) qui montra le peu de valeur de ce fameux principe de l'indépendance du syndicalisme tel qu'il est prôné dans les sphères confédérales et qui, de plus, démontra que le mouvement politique était à l'avant-garde du mouvement syndical. « Le mouvement syndical est entraîné par le mouvement politique, qu'on le veuille ou non, d'ailleurs beaucoup de militants syndicaux sont d'un parti et la C.G.T. ne peut subsister qu'une façon totale du mouvement politique », a-t-il déclaré ; pour, ensuite, ajouter que : « dans l'esprit de nos camarades de la base, il n'y a qu'un moyen de réaliser l'unité : la disparition des organismes existants pour faire place à une organisation nouvelle ».

Jeanin (Doubs) défendait lui aussi, le Congrès de fusion et il répond aux interventions secrétaires de Llochon et décline que la scission à valde, c'est le fascisme ; pour Llochon et Vigne, le péril, c'est la révolution prolétarienne, sans aucun doute.

Les Guiraud, Capucci et autres, se maintiennent sur la notion de Joly, en entonnant la réalisation de l'unité de beaucoup de précautions, toutes ayant comme but, la sauvegarde de leur situation.

Dans l'ensemble, malgré une expression très atténuée de la base, il ressort que dans la C.G.T. les masses s'agitent et veulent l'unité. La bureaucratie « sent le vent », elle veut s'occuper de ce courant sein de la base, mais ses hésitations lui seront fatales ; les masses s'en écartent et entrent en lutte contre elle.

Cela, Jouhaux l'a senti, mais cet homme de gouvernement veut résister. Tout son discours est empreint d'un cynisme digne d'un Tardieu. Il éprouve à peine le besoin de se justifier, il attaque avec une démagogie sans borne.

« Quand on nous parle aussi de la lutte contre l'impérialisme français de qui se moque-t-on ? Et il invoque l'alliance franco-soviétique. La politique de l'U.R.S.S. lui sert de justification ; mais il ne dit pas, lui, vouloir combattre l'impérialisme français. 1911 est encore tout vivant ! La canaille est encore là ».

Se déclare-t-il pas : « Est-ce nous qui avons eu à l'époque de la bourgeoisie et de ses gouvernements les moindres défillements ?... Assurément, non, le bon serviteur n'a pas à sa tête d'agent direct de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière. Evidemment il ne peut que condamner la représentation des minorités. Attention aux « loupes communistes » ! »

Il ajoute encore qu'il ne craint pas la puissance numérique de l'unité : « Vous le savez les uns et les autres, pour ceux qui viendront, combien d'entre nous partent-ils ? »

C'est l'appel à la scission, du bas chantage, Jouhaux joue sa dernière carte. Mais il ne veut pas la perdre. La puissance unitaire de la masse est puissante. Aussi

Jouhaux, par des phrases, a tenté de subtiliser les éléments « gauches » du parti socialiste en félicitant ce dernier. « Pour son honneur et conformément à sa tradition, le parti socialiste n'a pas voulu entrer dans cette voie. (Celle proposée par le parti communiste) Il n'a eu raison » a-t-il déclaré.

Les cheminots s'agitent aussi : leur réaction le 12 février les a fait réagir. Jouhaux, grand prince, fait une déclaration la nuit sur le cœur, où il regrette de s'être vu pas demander aux cheminots de faire le même acte que les autres organisations. Même il est allé jusqu'à se séparer de Leipart. « Enx, ils ont eu la lâcheté de ne pas agir. Nous, nous avons eu le courage d'agir », affirme-t-il. Des phrases... sans actes. Mais certains pourraient trouver un apaisement à leurs inquiétudes. L'homme est vraiment fort. Son jésuitisme, son cynisme sont incomparables. Il sent tout le danger pour lui et sa politique : l'unité réalisée la bourgeoisie risque de ne plus avoir confiance en son influence. Et puis, et son plan ? Il y tient le candidat aux hautes fonctions de dirigeant » de l'Assemblée économique qu'il présente.

Contre toute cette pourriture, cette corruption, l'unité se réalisera parce que les masses la veulent, parce que la classe ouvrière ne veut pas comme en Allemagne, se laisser écraser sous le talon de fer du jésuitisme.

Mais alors il faut chasser Jouhaux et sa clique : à la porte le « Leipart français » !

P.S. Le C.C.N. de la C.G.T.P. a traduit l'état d'une organisation, mais non pas politique.

La préparation du C.C.N. Une réunion officielle à la C.G.T.

Jouhaux est un homme habile... Le C.C.N. approche. Il est nécessaire de connaître vraiment la position de chacun. Aussi, mardi 2 octobre, avant la réunion de la C.C.N., il avait convoqué tous les secrétaires de Fédération. Une forte majorité s'est prononcée en accord avec le bureau confédéral. Le secrétaire des Cheminots exprima des craintes, la base se renuie. Il faut faire quelque chose. L'alimentation, les services publics, les P.T.T. se prononcent pour un Congrès de fusion. Mais Jouhaux met le holà ! Il déclare nettement que l'unité se fera dans le cadre de la C.G.T. Qu'il ne peut être question, un seul instant, d'envisager la disparition de la C.G.T. Certains lui font remarquer que le courant à la base grandit et que l'unité risque de se réaliser contre la C.G.T. Jouhaux réplique que, dans ces conditions la C.G.T. durera même après l'unité.

Autre canaille... Jouhaux a tenté, au cours de cette réunion officielle, une grande manœuvre de dissocation entre les éléments ouvriers. Vigne (secrétaire de la Fédération du sous-sol) est venu à la rescousse. Ce dernier fera le travail publiquement. Jouhaux est très habile pour faire ouverte ment lui-même cette basse besogne.

Que pensez-vous de cela, camarades confédérés ?

Au Comité Général de l'U.D. de la Seine

Il s'est réuni le mercredi 3 octobre, pour mandater ses délégués au C.C.N. des 5 et 6 octobre. Avant la discussion sur l'unité, audition d'une délégation unitaire; Arrachart renouvelle les propositions de la C.G.T. U. Après le départ de la délégation, Guiraud, secrétaire de l'U.D., expose le point de vue confédéral et lit une résolution de la C.C.N. de l'U.D. (résolution publiée dans le Peuple du 5). Puis le débat commence.

Des délégués approuvent le texte lu par Guiraud (Employés, l'un des représentants) ; d'autres demandent des modifications quant à la présentation (Unitaires, alimentation) ; un seul défend le congrès de fusion ; le représentant des P.T.T. Mais le débat s'anime lorsqu'un délégué (secrétaire), déclare qu'il a connaissance d'un texte adopté à l'unanimité par la C.C.N. de l'U.D., et qui n'est pas celui présenté par Guiraud. Il en expose la lecture. Guiraud est bien embarrassé. Il fait alors « donner » un membre du bureau, Guiraud, à l'allure plus « gauchiste », qui tente de remonter le courant ; il parait que ce deuxième texte ne doit plus être publié. La C.C.N. aurait décidé de le déposer comme un « bouquet » sur le bureau du C.C.N. Enfin, l'unité est qu'il fixe des dates.

Cependant, il y a un flottement parmi les délégués présents. On exige la lecture. Guiraud, contrainct, s'exécute. Evidemment, cette deuxième résolution est plus progressive. Des délégués demandent qu'elle soit mise aux voix. Guiraud dans la salle. Le Président en profite pour subtiliser un vote sur le premier texte. Il obtient une faible majorité. Les syndicats les plus importants ont voté contre. Il est nécessaire de cloquer au profit de telles méthodes. Cette deuxième ou plutôt cette première résolution fut présentée à Jouhaux qui la trouva inacceptable... Devant ce veto du « patron », Guiraud, tout désemparé, avait donc résolu le conflit en votant « sa » résolution (celle du bureau confédéral). Malheureusement, la manœuvre est évanée. Un délégué

Dans les entreprises Le Central Télégraphique veut l'Unité Syndicale

« La Vérité » du 15 septembre a relaté la situation des employés du Central Télégraphique depuis l'attaque brutale de Mollarmé contre les militants syndicalistes.

Pour remédier à l'insuffisance numérique du personnel, considérée par le départ des meilleurs éléments combattifs, la direction a fait appel à d'anciennes dames employées, précédemment libérées à la suite d'un congé de maladie ou de maternité supérieur à six mois.

Ces nouvelles recrues qui étaient contraintes au chômage depuis leur libération, furent embauchées avec un traitement d'auxiliaire et sans aucune garantie pour l'avenir.

Mais l'administration qui trouva ces agents « trop faibles pour accomplir leur travail, alors qu'elles étaient libérées, n'hésita pas à les utiliser à un travail inférieur pendant des heures de service très pénibles.

Quant à ces nouvelles auxiliaires ayant fait un apprentissage dans les centres téléphoniques, ignorant totalement la manipulation des appareils et ne pouvant être utilisées que pour la réception des télégrammes.

Devant cette manœuvre administrative, les organisations syndicales n'ont rien fait pour forcer la direction à réparer cette injustice, celle-ci a accentué les brimades et la réaction des groupements chargés de la défense du personnel est inexistante.

Pour aboutir à des résultats positifs, il faut regrouper toutes les forces syndicales de Paris Central en une section unique, puissante arme de combat, nécessaire à l'aboutissement des revendications corporatives.

Agents et employés, militaires, confédérés ou autonomes, doivent imposer à leurs centrales, syndicales respectives, la réalisation immédiate de l'unité organique, seul moyen d'obtenir une section unique au Central Télégraphique.

Nous réclamons la création d'un organisme syndical unique, parce que l'expérience du 10 avril, a démontré que nous ne pouvions lutter seuls avec l'absence de mots d'ordre de la « part de nos organisations.

Parce que nous sommes compris que le meilleur moyen de lutter victorieusement contre notre adversaire, consiste dans le déclenchement d'une grève, minutieusement préparée et organisée avec discipline.

Parce que nous ne pouvons combattre avec succès qu'à la seule condition... Les travailleurs se rangent à nos côtés.

Parce que nous savons que la centrale syndicale unique, groupant tous les éléments de la classe ouvrière, pourra créer une vaste campagne d'agitation, capable de préparer la grève générale jusqu'à la démission du ministre Doumergue, condition essentielle de la lutte pour nos revendications.

Pour la restauration intégrale du service de brigade.

Pour la titularisation des auxiliaires.

Pour la réintégration immédiate de tous les camarades sanctionnés, nous devons imposer à nos organisations la réalisation de la C.G.T. unique, qui préparera la grève générale.

Dans les entreprises La loi de 8 heures violée à Toulon

La loi de la journée de 8 heures, dans de multiples branches de l'exploitation humaine est violée, outrageusement violée. Des faits... 1. Je citerai d'abord deux passages concrets, extraits, le premier d'un organe socialiste local, l'autre de l'Humanité.

« Il est bien beau de parler de la semaine de 40 heures ! Mais ne pourrait-on commencer par appliquer la loi de 8 heures ? Le syndicat confédéré des Employés, limonadiers-restaurateurs de Toulon a mené à ce sujet, une campagne active depuis des années. Le 6 décembre 1931, puis le 10 juin 1932, le secrétaire du syndicat, notre camarade Roussé, écrivait au citoyen Renaudel, député, un décret d'administration publique, réglementant les heures de travail dans la région du Sud-Est, pour les hôtels, cafés, restaurants, devant depuis longtemps, être pris en conformité de la loi de 8 heures. Le 17 novembre 1932, nouvelles démarches au ministère du Travail (l'un cabinet « de gauche »).

Le 22 mars 1933, le nouveau secrétaire du syndicat, notre camarade Lonchin, intervint encore auprès du ministre du Travail, en lui signalant le chômage de plus en plus aggravé, alors que dans les établissements de Toulon, le personnel fait de 12 à 14 heures de travail par jour.

Dès que M. Marquet fut installé au ministère du Travail, le syndicat fit intervenir auprès de lui, les parlementaires du Var. M. Marquet, ministre, répondit : « Je ne manquera pas de vous faire connaître la suite que j'aurai pu donner à votre enquête ».

Et le syndicat attend toujours. Et les Employés, limonadiers-restaurateurs, font toujours 12 à 14 heures par jour ! » (Chronique Syndicale, Le Populaire du Var, n° 1 du 18-8-34).

« Les chauffeurs de cars font 15 à 17 heures par jour. Il arrive qu'ils quittent le volant à minuit, après 18 heures de route, pour le reprendre à 6 heures du matin... Le dimanche et les jours de fête, on nous oblige à faire deux, trois voyages supplémentaires. C'est le licenciement en cas de refus ! »

Voilà comment les accidents arrivent. C'est l'unique raison, comme chez les « Routiers », il faudrait des pages entières pour relater l'incroyable exploitation, les brimades scandaleuses qui sévissent.

Les chauffeurs d'autos-cars sont constamment sous la menace du chômage, de la prison ou de la mort. » (Le Trust Matre-Sablant-Bourragéas-Chroën; l'Humanité, 20-9-34).

L'Etat, le premier donne l'exemple de la violation de ses propres lois. Jusqu'en 1931, les ouvriers du port de Toulon, soit en déplacement, soit en mission dépassaient des heures supplémentaires en dépit du chômage croissant. L'Etat est contraint de majorer les heures supplémentaires en considération de « la loi de 8 heures ».

Aux Forges et Chantiers de la Méditerranée, constructions navales, à la Seyne-sur-Mer, en mars dernier, des ajusteurs qui terminaient la mise au point d'un paquebot rapide à marche lourde pour la Compagnie de Navigation Marseillaise Paquet, n'ont affirmé avoir travaillé plus de 20 heures consécutivement. Mais l'affirmation peut paraître incroyable. Mais le navire en question, dont j'ai oublié le nom, devait pour concurrencer une compagnie rivale, entrer en service avant un dernier délai fixé.

L'année précédente, à la même époque, exactement. Au février 33, j'ai assisté de mes propres yeux, à la même violation de la loi de 8 heures sur le paquebot El Mansour, toujours pour le compte de la Compagnie Paquet. Sur ce paquebot, j'ai rencontré d'anciens compagnons des J.C. des peintres, des décorateurs, des laisseurs. On les contraignait sous peine de renvoi immédiat, à 10 heures de travail par jour. Il s'agissait encore comme toujours de battre un travail à la hâte. Pour lutter invinciblement contre une concurrence ennemie. Il fallait que le paquebot prenne la mer au plus vite « afin d'éviter de succomber sous les flammes dans la suite » faute de mise au point.

A la Seyne les ouvriers sont toujours terminés au pas de course. Lorsque le navire prend la mer le chantier rejette à la rue plus d'un millier de chômeurs ! J'ai été le « chantier » de la Seyne parce qu'après l'Arsenal, c'est la plus grosse exploitation capitaliste de la région. 3 à 4.000 ouvriers en temps normal. Mais dans toutes les branches de l'exploitation humaine et dans la France entière, le vêtement, la haute couture, l'alimentation, les transports, etc., etc., la loi de 8 heures est parcellairement violée. Et je ne parle pas des ouvriers qui, comme au Chantier de la Seyne, paysans pour la plupart, travaillent la terre, le soir et les jours fériés. Je passe sous silence aussi les dessinateurs, les employés — arsenal et chantier — qui après leurs 8 ou 10 heures, se livrent à des travaux particuliers pour la petite industrie.

Alors pour conclure ! Nous adresser encore une fois aux parlementaires. Hélas non ! Car les parlementaires sont impuissants devant les maugrats de l'industrie. En présence de tant de misères vécues, créées par le régime, nous disons à tous les exploités « Votre salut est en vous ». Non, camarades ouvriers, plus de vaines paroles, d'inutiles paroles, des actes... ! La grève générale soutenue jusqu'à la démission du gouvernement Doumergue et la dissolution des bandes armées fascistes. Pas de reprise du travail sans que le patronat ne reconnaisse les droits ouvriers : droits syndicaux, comme le contrôle ouvrier sur les exploitations capitalistes, application immédiate des lois réglementant le travail.

« L'émancipation des travailleurs, a dit Marx, doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Elle le sera par : le contrôle ouvrier et payson ! l'union ouvrière ! l'armement du prolétariat ! la milice antifasciste du peuple !

HOSCH'S.

REVUE DE PRESSE « Le combat marxiste »

Le mouvement des masses pour l'unité d'action, le premier pas fait dans ce sens par la Fédération de la Seine avait été interprété par les réactionnaires du « Combat Marxiste » comme « la subordination de notre activité (du P.S.) aux directives de Moscou ». Dans ces conditions, était-il dit, « l'indiscipline vis-à-vis des dirigeants fédéraux responsables est un devoir sacré pour tout militant socialiste et nous demandons aux camarades de ne pas participer au rassemblement préparé, dirigé et dominé par le Comité d'Amsterdam-Pleyel-Moscou » (numéro du 15 avril 1931).

Qu'on note fermement la position ci-dessus exprimée. Elle est tout à fait caractéristique de la tendance des camarades du « Combat Marxiste ».

La plupart de ces camarades sont passés par le communisme. On trouve chez eux une critique formelle et négative très âpre du stalinisme.

Mais de la condamnation des procédés bureaucratiques, conséquence de l'abandon du léninisme, ils concluent à une condamnation du léninisme et se retirent dans le giron des vieilles positions typiquement social-démocrates.

Actuellement, le professeur Laurant résume les principes léninistes du parti au nom d'un article de Rosa Luxembourg écrit en 1904.

C'est toujours la même méthode politique : on néglige l'évolution vivante, et on répond aux questions actuelles par des confrontations de textes, des analogies historiques, des citations.

Le numéro d'octobre du « Combat Marxiste » révèle une fois de plus que la puissance des masses, la réalité de l'événement, ne valent pour ces professeurs de « marxisme » que dans la mesure où ils ne contrarient pas leurs spéculations théoriques.

L'unité d'action s'est réalisée en France malgré la vive opposition journalistique du citoyen Laurant. Il n'est jamais venu à l'esprit de ce dernier de la considérer comme un fait. Il préfère chicaner au moyen de textes dans son article « Dissipons les équivoques ». Avons-nous qu'avec les stalinistes le jeu est assez facile, qui consiste à reproduire des citations d'une sottise grossière enfantines par la théorie du « social-fascisme ».

Laurant a découvert un document du professeur Varga, où De Man et Vandervelde sont comparés à Hitler. Et de dire avec indignation : que l'action commune n'est possible que si elle est pratiquée honnêtement et sans aucune arrière-pensée de part et d'autre. »

forme de propriété, du régime bureaucratique imposé à cet Etat qu'ils ne savent en France faire la différence entre la C.G.T., organisation syndicale, et la bureaucratie réformiste qui la dirige dans un sens opposé aux intérêts du prolétariat. Autant ils attaquent l'U.R.S.S., autant ils défendent l'appareil de la C.G.T.

On pourrait examiner et critiquer presque à perte de vue toutes les conceptions du « Combat Marxiste » ; mais il suffit d'examiner le sommaire du numéro du 1^{er} octobre pour s'apercevoir quel « marxisme » et quel « combat » y ont leur place. Il y a une situation politique grave en France, un danger réactionnaire menaçant. On ne trouve pas un mot dans ce « Combat Marxiste » pour analyser la situation et dire aux militants comment il faut mener le combat. On se réclame bien haut au « Combat Marxiste » de Rosa Luxembourg pour y dénicher des citations contre le léninisme. Celle-ci qui déclara qu'elle mourrait dans la rue ou en prison ne pratiqua jamais le « marxisme » en chambre. C'est ce véritable enseignement de Rosa qu'on a oublié chez ses éligés du « Combat Marxiste ».

« La France serait l'aitée de la Russie nullement par idéalisme, uniquement par intérêt économique et politique. Le prolétariat français n'a pas à soutenir son impérialisme. »

Fait bien. Mais ce n'est pas tout. Cette position n'est pas suffisamment révolutionnaire au gré de la citoyenne Pommer. Et elle ajoute :

« Défendre la Russie, c'est défendre Staline et les bureaucraties profitantes du régime. Et se faire comme le faisait jusqu'à ces derniers temps le « Populaire », c'est laisser croire à l'ouvrier français qu'il va se faire tuer pour le socialisme, quand en réalité il aidera à la perpétuation des salaires de famine, des conditions de vie misérables, de l'enchaînement de la presse, des syndicats, des banques, des lies de déportation, des isolateurs. »

« Nous ne serons pas complices de cette abominable lâcheté et nous le dirons sans crainte : ce régime-là n'est pas à défendre. »

Nous n'enlèverons pas pour aujourd'hui la critique de la conception laurantiste de la nature de l'Etat de l'U.R.S.S. Les « marxistes » à la Laurant et à la Pommer ne savent pas mieux discerner en U.R.S.S. la nature prolétarienne de l'Etat par sa

Note de la rédaction

En reprenant notre publication hebdomadaire, nos lecteurs pourront constater les efforts faits pour améliorer le contenu et la présentation de « La Vérité ».

Nous avons, dans les années passées, exprimé les conceptions révolutionnaires propres à former les cadres de l'avant-garde prolétarienne. En continuant dans cette voie, nous voulons aussi, maintenant que nous avons adhéré à la S. F. I. O., exprimer et encourager les efforts de nombre de militants et de sections socialistes, pour tirer les leçons des débats passés et dégager les méthodes propres à l'affranchissement des travailleurs. Pour cela, il nous faut la collaboration des militants eux-mêmes.

Nous ne leur demandons pas de partager nos idées pour avoir le droit de s'exprimer sur nos colonnes, loin de là. Dans la tribune libre, tout adhérent peut paraître, sous sa responsabilité, dire ce qu'il pense, sur les problèmes politiques, sur l'activité du parti et des fédérations, apporter son expérience et ses suggestions.

Nous voulons aussi exprimer la vie des sections du parti, des syndicats ouvriers, pour se lier aux travailleurs et élever leur conscience de classe aux nécessités révolutionnaires de l'heure, faire connaître leurs succès, et leurs échecs, et permettre à chaque militant d'en tirer profit.

Camarades, écrivez-nous ; collaborez à « la Vérité ».

Dans les organisations Socialistes et Communistes

Les débats du Congrès des J.S. de la Seine

(Suite de la page 1)

La motion Brandt-Réa-Bouthien reprend l'essentiel des positions politiques et des mots d'ordre de la motion précédente, mais insiste sur l'éducation et le fait que l'autonomie n'est pas adaptée à la situation présente. Elle remporta 150 mandats.

La motion Dumont (121 mandats) réclamait les droits politiques, sans préciser de position politique.

La motion Corvin (27 mandats) posait un certain nombre de problèmes politiques, se prononçant contre la formule « J.S. », mais... refusait aux jeunes de jouer un rôle politique en tant que tels.

La motion Mireille-Osmia (71 mandats) qui préconisait une faillaceuse « révision des statuts » permettant aux J.S. d'évoquer les grands problèmes qui intéressent la jeunesse : (sic).

Le matin, le camarade Bousset exposait sa motion, la plaça dans les cadres de la situation politique et montra comment elle répondait à cette situation; par exemple pour ce qui est de l'autonomie, il montra que pour prendre ces responsabilités, la J.S. aura à multiples reprises l'occasion de légitimer l'acte de la C.E. de la Seine des J.S. se prononçant en faveur de la grève générale pour renverser Doumergue et de la création de milices ouvrières.

Le centre représenté par le camarade Zeller, se borna à l'exposé strictement technique de la manière dont il concevait les rapports du parti et des jeunes. Dans toutes ses explications, la situation politique semblait fort lointaine.

La position du camarade Corvin est jugée par le désir de ne pas se détacher des adultes. Le camarade ne comprend pas que c'est justement sur une politique révolutionnaire que l'union se fera entre révolutionnaires jeunes et adultes.

Tous les orateurs s'efforcèrent de se limiter vis-à-vis de la droite. Les exposés des camarades Réa et Bouthien ne se distinguèrent guère de la motion Bousset qui par des considérations tactiques, Bouthien fit même l'apologie de l'autonomie, seule condition possible de l'unité des jeunes. Prati combattit avec vigueur les électoralistes de province et les secrétaires fédéraux réformistes. Brandt, tenant compte de la violation de la démocratie par les bureaucrates de province, réclama que le congrès national soit reculé pour permettre une discussion plus saine. Même les partisans de la motion Mireille-Osmia (qui vint faire une intervention violente et sentimentale contre les « autonomistes ») s'efforcèrent de faire preuve de gauchisme.

La délégation des J.C.

La maturité politique de la jeunesse se manifesta par l'accueil fait aux Jeunesses Communistes. Le congrès avait accepté d'envoyer une délégation des cinq régions parisiennes des J.C. conduite par Raymond Guyot et l'accueillit au chant de l'Internationale. Le président du congrès salua la démarche des J.C. comme un pas vers l'unité de la jeunesse. Il exprima son contentement de voir abandonner les théories ultranationalistes (social-fascistes, etc.) : longuement acclamé par le congrès, il développa la nécessité de cesser toute injure contre un groupe de militants actuellement dans des J.S. et son espoir de voir les jeunes s'unir rapidement pour constituer la milice du peuple. Guyot vint développer le pacte d'action que les J.C. ont rédigé en réponse à la dernière demande de la commission exécutive des J.S., et qui reprend une série des points préconisés par la gauche... Il comprit cette fois la grève générale. Certes, nous devons faire tout ce que nous pouvons à l'égard de ce projet de pacte, encore tout rempli de formulations dangereuses : ou réformistes (dissolution des ligues fascistes, etc.). Mais il peut servir de bases d'accord. Et les J.S. applaudirent tous les points progressifs auxquels en étaient venues les J.C.

Mais lorsque Guyot voulut attaquer la milice ouvrière et condamner l'armement du prolétariat, le congrès le lui empêcha.

Nous nous sommes réjouis, par contre, de voir les J.C. reprendre à leur tour notre mot d'ordre d'unité de la jeunesse ouvrière. A cette unité, ils proposèrent pour bases dix conditions : 1) Réputation de la réforme; 2) Condamnation de la défense nationale; 3) Reconnaissance de la dictature du prolétariat et de la forme sociale de l'État; 4) Jeunesse de lutte; 5) Autonomie de la jeunesse; 6) Centralisme démocratique.

Avec ces points, inutile de dire que nous serions, quant à nous, d'accord, tout en ayant à condamner le contenu donné par les Jeunesses stalinisées à toutes ces notions. Il y a à une première base de discussion comme plateforme d'unité. Nous y reviendrons du reste bientôt.

I. C.

Nous croyons utile de faire connaître aux ouvriers de ce pays, le compte rendu de trois importantes assemblées ouvrières qui se sont tenues ces derniers temps dans la région parisienne. En effet, il est capital de connaître l'état d'esprit des militants ouvriers en face de la crise politique aiguë, leurs réactions devant la politique conduite de conséquence des directions des deux grands partis ouvriers, par exemple devant la fameuse théorie à mener contre les fascistes la lutte idéologique et non la lutte physique. Enfin, ces assemblées permettent de jauger le chemin fait par l'idée de l'unité organique qui, dans les conditions actuelles, devient une nécessité impérieuse, tant pour le rassemblement prolétarien que pour la constitution de son avant-garde par un processus de délimitation politique sur des bases révolutionnaires.

UNE ASSEMBLÉE D'INFORMATION DES J.S. AVANT LEUR CONGRÈS

C'est là, en effet, la première conférence d'information qui se soit tenue depuis longtemps. Vous ne pouvez qu'applaudir et souhaiter la tenue régulière de telles assemblées qui permettent de larges discussions, ne peuvent que faciliter une saine élaboration politique et être plus étroitement les militants entre eux.

La conférence eut, à son ordre du jour un rapport sur les J.S., un rapport sur l'I.S.J. et une discussion sur les motions en présence au congrès d'octobre.

Le camarade Corvin fit un rapport très documenté sur la J.S. belge; les cadres de cet article nous interdisent de nous étendre sur cette question.

Disons simplement que le rapporteur semble impressionné par le côté romantique de choses, par exemple le fait que les J.S. appellent Vandervelde le « Patron »; il n'a pas bien compris, nous semble-t-il, la signification de classe du mouvement des J.S. qui est l'opposition irréductible à la bourgeoisie et à ses représentants dans les rangs ouvriers; le reste n'est que surimpression.

Dumont fit un rapport sur l'I.S.J. Ce rapport fut purement descriptif; brefs, nous nous limitons à rapporter ce fait caractéristique : un des membres du bureau de l'I.S.J. déclara à la délégation française et belge : « Si nous avions des « euros » comme nous chez nous, il y a longtemps qu'ils seraient en prison ». Il est inutile après ça d'indiquer que la discussion ne porta pas sur la manière de discuter et d'amener à des conceptions plus saines les prétendants gauchistes, mais sur la manière de compter avec eux dans les meilleures conditions du point de vue révolutionnaire. Des diatribes se firent jour. Dumont, lui, ne voit que la ligne qui apparaît, front unique et autres questions. Il nous dit le remède sous forme d'un renversement de majorité après quoi il aura les cordes franches. Pourtant il ne peut y avoir aucune sorte de collaboration entre les plus perfides soutiens de la bourgeoisie et ses ennemis les plus acharnés. Une seule solution : une rupture principielle. Rappelons que cela veut dire que nous devons quitter immédiatement la 1^{re} Internationale ? Non, ce qu'il faut, c'est prendre au plus tôt des liaisons internationales avec les sections latines et les minorités centristes des sections nordiques. Il faut entreprendre des tournées dans chaque section nationale pour renforcer des minorités et arracher le plus grand nombre possible de jeunes ouvriers à l'emprise des réformistes et des social-patriotes. Il faut aussi délimiter des maintenant un bulletin international des ces fractions. Dès que la délimitation sera opérée, nous devons envisager l'entrée en relations avec le bureau de Stockholm et discuter de l'Internationale unique des jeunes avec l'I.C.J.

Nous ne rappellerons pas toutes les phases du débat qui eut lieu sur les positions à prendre aux congrès nationaux et fédéraux. Dans sa quasi-totalité la J.S. de la Seine est contre le statu-quo. En ce sens, le débat roule sur la question de savoir si la position d'autonomie est juste et toute une gamme de conceptions se fit jour essentiellement sur une question de degré si l'on peut dire. Les opinions, et certains le diront bien que pour l'autonomie en principe déclaré que le moment n'est pas opportun, ou équivoquant des questions de tactique. Il est bien évident que la J.S. dans son ensemble, et surtout la province n'est pas prête à adopter une telle solution, mais si on la voit juste cependant, on ne la fera triompher que dans la mesure où la milice triomphera dès aujourd'hui, l'ensemble de l'organisation au travers des expériences à venir s'y verraient. Cela ne nous empêche nullement la promesse dans la tactique et en ce sens les camarades autonomistes ont montré de maintes fois un bon vouloir en opérant des modifications un peu avec la motion la plus rapprochée d'eux (motion Réa, Brandt) et en se proposant de reporter leurs voix au congrès national sur la motion la plus progressiste.

Cette discussion sur l'autonomie menaçait de se limiter à des questions techniques, si le camarade Bousset, en exposant sa motion, ne l'avait élevée au plan politique. L'excellent exposé de ce camarade sur la situation politique facilité de la crise et la probabilité de heurts prochains rallia, quant à ces conclusions, l'ensemble des camarades : nécessité de la grève générale pour renverser Doumergue, nécessité de créer la milice du peuple, etc.

RECTIFICATION

Dans le premier tableau intitulé « Les sections », paru dans notre dernier numéro (2^e page), une grosse inexactitude s'est glissée à l'insu des correcteurs, concernant l'importance prise par le parti national-communiste depuis le 6 février.

Le tableau dit que les effectifs de ce parti sont passés de 0 à plusieurs dizaines de milliers.

En réalité, c'est faire beaucoup d'honneur à ce groupement de le lui donner cette importance. Ces dizaines de milliers se ramènent à quelques centaines de militants.

Il semble se confirmer également que les effectifs des « nationaux-communistes » se sont élevés à un quotidien à la date du 1^{er} octobre, doivent se solder par un lamentable dégonflement.

Assemblée des Jeunesses Communistes de Paris-Ville

La séance est ouverte par un rapport de Latargeffe. Retenons-en quelques points. A la lutte physique contre le fascisme, il faut être substitué la lutte idéologique. Il faut pour gagner l'armée, créer régionalement et localement, une caisse du son du soldat, à laquelle on tâchera de faire participer toutes les organisations petites bourgeoises ou même chrétiennes, et la population travailliste de chaque quartier. Il faut aussi, c'est-à-dire, expliquer aux jeunes ce que c'est que le détailisme révolutionnaire; mais cette déclaration verbale n'est suivie d'aucune indication concrète sur le travail à mener dans ce sens.

La discussion

Se succèdent ensuite à la tribune les délégués des divers rayons. Nous retiendrons de leurs déclarations quelques remarques et manifestations intéressantes. Le délégué du 13^e rayon, souligne la difficulté qu'ont eue les représentants de l'orthodoxie stalinienne pour imposer leur mot d'ordre capitulaire d'autodéfense de masse. Dans le 13^e s'étaient spontanément créés, devant la menace fasciste, ce que le délégué appelle des organisations de bagarriers.

Elles étaient composées, reconnaît le délégué, de partisans de la « lutte physique », de « l'action directe contre les fascistes ». Le délégué voit dans un tel état d'esprit la marque d'une influence trotskyste. Le délégué du 18^e rayon s'élève contre le dernier tournant « réformiste » du P. C. tel que le manifeste l'« Avant-Garde ». Il critique la conception officielle du travail antimilitariste.

Un autre délégué du 18^e rayon insiste sur la nécessité de créer des « groupes d'autodéfense de masse » (?) Les organisations de la J. C. n'étaient pas liées entre elles au moment du 6 février, remarque-t-il. Si on avait eu à faire une mobilisation, on n'aurait pu la réaliser.

Le délégué du 3^e rayon, avoue le dernier tournant du parti par rapport, par exemple, au « mur des fédérés ». Il souligne les progrès de l'influence « trotskyste »; et la peine que l'on a à réprimer les « bagarriers ». Empêchés de se battre dans leur propre organisation, des J. C. du P. ont adhéré à la L. I. C. A., qui a constitué des groupes de défense.

Vient ensuite l'intervention du délégué régional du P. C. Il montre d'abord le réveil du mouvement ouvrier : conflits du textile aux U. S. A., résistance victorieuse de « soviets chinois »; entrée de l'U. S. S. dans la S. D. N. (???) explication : la force de l'U. S. S. dans la crise capitaliste mondiale, le contrat des impérialismes à la reconquête ? ? ?). Il décrit ensuite la situation française : l'armement des ligues fascistes se transforme

« Pas de lutte physique contre le fascisme »

Il condamne ce qu'il nomme « le terrorisme et l'armement individuel ». La tactique du P. C. A. et le mot d'ordre de Neumann-Brenneke : « Battez les fascistes partout où vous les rencontrerez » étaient partout. Il faut, dit-il, élargir l'autodéfense de masse (???) Il faut, est-il dit, contracter de reconnaître, constituer des groupes de 5, qui... deviendront des éléments propulseurs dans les manifestations. Il faut entraîner dans l'antimilitarisme, les larges couches laborieuses. Il faut, dit-il encore, préparer notre passage à l'illégalité, mais sans donner aucune précision à cet égard. Il termine par une violente attaque contre la J. S. à l'occasion de son entrée dans la L. I. C. A. Il faut mener contre la J. S., la bagarre à fond.

Du rapport de Guyot, nous retiendrons quelques constatations. Il note l'accroissement des effectifs de la J. C., qui, ayant 1.500 membres en février, en avait 9.000 en juin; depuis lors l'organisation piétine. Quant aux rapports avec la J. S., il faut distinguer en France 3 régions : 1^{re} le Nord, le Pas-de-Calais, et la Haute-Garonne, où la J. S. est numériquement plus forte et où l'on n'a pas réalisé une véritable unité d'action. 2^e le reste de la France, sauf Paris, où il y a équilibre : la situation est bonne (??). 3^e Paris : le pacte est signé, mais sa réalisation (« bureaucratique ») est difficile, parce que... les J. C. sont restés isolés, les J. S. sont parés et les J. L. des... militants, toujours opposés au front unique (III) que proposait le P. C. ...au lendemain du 6 février.

SECTIONS, MILITANTS DU PARTI, DEVEZ-VOUS CORRESPONDANTS OUVRIERS DE « LA VÉRITÉ »

Une Assemblée du P.C. à la Grange-aux-Belles

Cette assemblée eut un grand nombre de camarades et c'est près de 2.000 membres qui se trouvèrent rassemblés à la Grange-aux-Belles.

Durant tout le cours de la réunion, une atmosphère lourde et nauséabonde que le discours de Thorez n'arriva pas à dissiper, pesa sur les camarades. Incontestablement la situation politique tournait les militants du P.C., la carence de leur parti dont le rapport de Thorez était la digne expression amenait chez eux une inquiétude. En un mot, l'assemblée n'avait guère été un succès. Quand on pense, en effet, que seul Lévy, conseiller municipal de Saint-Denis, prit la parole après Thorez, et cela pour recueillir les derniers faits d'armes des camarades de Saint-Denis, les camarades étaient fort loin de cela et aucun ne put exprimer son désaccord.

Le rapport de Thorez comprenait trois points : 1^{er} Le bilan du front unique; 2^e Les revendications immédiates; 3^e La lutte antifasciste.

Les discours n'eurent qu'un but, rejeter la responsabilité de l'unité d'action sur la direction S.F.I.O. Première leçon oratoire. Explication : « La parole n'est pas tel que nous l'avons voulu » dit Thorez. Quand bien même cela serait, il est peut-être intéressant pour les ouvriers de savoir en quoi il n'est pas tel que nous l'avons voulu, les ouvriers auraient en leur mot à dire. En réalité, on cherche à se créer des alibis pour échapper à des responsabilités dont on parle le moins.

Cela devient particulièrement clair quand Thorez remet sur le tapis la question d'Antoine-Peyrol que tout le monde avait oubliée. Une question se pose, est-ce là uniquement un essai d'acquiescement à la responsabilité des fautes commises ou un premier jalon posé en vue de la rupture du front unique ? Il est assez difficile de se prononcer sur cette question, mais elle est à se poser et les militants conscients doivent veiller. Comme indication, rapportons encore cette phrase de Thorez : « Il ne faut pas oublier que nous nous battons à toujours été le front unique à la base ». D'ailleurs une hypothèse de rupture a été soulevée : « Nous n'accepterons pas les renégats dans le comité de coordination », en disant cela, Thorez nous n'ignorait pas que Doriot, car nous n'ignorons pas en effet, que Lagorrette, ancien membre du P.C. est un comité de coordination depuis sa fondation et cela n'a jamais soulevé aucune réaction.

Sur l'unité syndicale, Thorez incrimina la aussi le P.S. qui ne veut pas se mêler de cette question.

Enfin la question du parti unique fut soulevée. Après avoir affirmé que le P.S. restait parti de la 1^{re} Internationale, Thorez déclara que les communistes étaient partisans du parti unique sans trois conditions essentielles : 1^{re} reconnaissance de la dictature du prolétariat; 2^e de prise du pouvoir par les Soviets; 3^e réaffirmation de la défense nationale. Thorez ajouta encore : « Entre la P.S. et le P.C., il y a un abîme infranchissable ». C'est là probablement des paroles produites dans le but de calmer ceux des éléments qui dans le parti n'ont pas encore complètement oublié ce qu'est le communisme.

Il est inutile de s'arrêter sur ce point, les lecteurs connaissent parfaitement les phrases qu'à ce propos les chefs stalinistes sortent en tous lieux et en toutes occasions.

Thorez étala dans ce domaine l'idéologie dangereuse du Parti communiste allemand, « Pas de lutte physique », « lutte idéologique », « propagande ». Et une petite leçon est donnée sur la manière de mener cette lutte « idéologique » et les arguments à donner. « Nous sommes notre pays » fut repris et largement commenté. Les partisans de la milice ouvrière furent traités de provocateurs. L'auto-défense de masse revint à plusieurs reprises. Pas un mot sur la gravité de la situation politique, sur l'actualité de la crise, aucun prospectif. Rien sur la croissance du fascisme en France.

On voit où en est le Parti communiste. Les membres du P.C. conscients de leurs responsabilités doivent propager le vote du rapportement révolutionnaire par la voie du parti unique; exiger la transformation de l'unité d'action en unité d'action réelle et véritable; bannir la politique nationaliste et chauvine de surenchères du fascisme et le stalinisme devant les mitraques et les revolvers des mercenaires réactionnaires en exigeant la réalisation de la milice ouvrière et la préparation de la grève générale pour renverser Doumergue.

X... Membre du P.C.

SOMMES SOUSCrites du 11 Septembre au 1^{er} Octobre

Loray, journaliste de travail	25.00
X... un communiste sympathisant	1.00
Lathi, journal de travail	10.00
Marchés	10.00
P&N	10.00
X... à Clouzeau	10.00
Kauf, Amsterdam	10.00
Guer, en se réabonnant	10.00
Gilbert, Lot-et-Garonne	10.00
X... à Sautchâtenu	10.00
X... camarade de 12 ^e section pour valeur	100.00
Entrée	100.00
Beauch, en se réabonnant	10.00
Milich	1.50
Oléa	0.75
Ohel	5.00
Jeanne	20.00
Gérard	10.00
Dumas	10.00
Cegrave	5.00
Germolue	10.00
Prédérie	20.00
Albert	1.00
En camarade allemand, remis par David	100.00
Thuy	10.00
Jeunior	10.00
Boucher	10.00
Hous	10.00
Vanclous	10.00
2 anonymes	20.00
Liste de souscription remise par il	135.00
Luis de Mous	28.00
Barthe	100.00
Elienne	5.00
Légrand	5.00
Collin	10.00
Béné	20.00
Anton	10.00
Camoum	10.00
Total de la liste	820.75
Liste précédente	218.00
Total général	1038.75

Lettre d'un démobilisé

L'armée ! La politique y est interdite, mais seulement pour les soldats. Les capitaines, eux, ont droit aux discours sur l'ordre et le désordre à venir.

Pour la libération de la classe 32-2, le 6 octobre, dans les casernes et par compagnies, les capitaines ont fait aux III. tables un discours aux enfants.

Ce ne doit pas être particulier au 6^e B.A. peut-être même, avec ce gouvernement si « travail-ou », en cherchant bien, trouver des indications précises sur le sens à donner à ces allocutions.

Le emp. D... après quelques paroles « père de famille » et avoir oublié de nous dire de faire de la chair à canon, en est venu à la question politique à propos des élections cantonales. Au moins à trois reprises, les communistes, et le « Front commun » furent traités de fauteurs de troubles. Ironie de l'exemple donné : les événements de février ! Les électeurs de demain auraient à choisir pour ou contre la menace du franc à zéro fut un autre argument, de même que la comparaison du régime Poincaré et Herriot en 20 et 32.

Un autre argument de ce bon militaire parlant en « citoyen » (sic) : Que penser de gens qui, à la tête d'un réseau de chemin de fer ou d'une mine, veulent mettre un homme n'ayant pas son certificat d'études.

Sûr de la non-contradiction. Il pouvait employer de tels arguments.

Une attaque contre l'Allemagne, seul ennemi probable : un armement perfectionné et redoutable, seul moyen de défense pour imposer le respect, voilà comment s'acheva ce discours.

Plus que jamais, droits politiques aux soldats ! Et un moment où l'armée sera appelée à jouer un grand rôle dans l'orientation politique du pays, au travail antimilitariste pour saper cette force de coercition du capital.

Notes aux retardataires

Nous faisons appel à tous les abonnés qui reçoivent en même temps que leur journal, une formule de mandat-chèque, d'utiliser celui-ci pour leur réabonnement.

Qu'ils le fassent sans tarder, le jour même ! Tout retard ou oubli de leur part, nécessite l'envoi coûteux d'une circulaire, la suppression de leur fiche et son rétablissement en cas de renouvellement. Un temps précieux est pris ainsi à l'organisation à l'échelle de la province où elle doit rendre toutes ses forces à propager ses mots d'ordre dans la masse et à organiser les travailleurs pour la lutte. Mais aussi les gros sous des travailleurs sont pris dans la caisse pour l'envoi de circulaires.

Inutile de perdre de temps ! Plus de frais ajoutés de poste ! Renouvelez votre abonnement immédiatement et joignez-y votre souscription si vous le pouvez. Merci. L'Administration.

OEUVRES DE LEON TROTSKY

- Ma Vie, L. Trotsky, 3 volumes ou édition populaire.
- L'Internationale Communiste après Lénine. L. Trotsky, 1 volume.
- La Révolution défigurée. L. Trotsky, 1 volume.
- Histoire de la Révolution russe. L. Trotsky, 4 volumes.
- La Révolution permanente. L. Trotsky, 1 volume.
- Et maintenant ? L. Trotsky, 1 forte brochure.
- La 1^{re} Internationale et l'U. R. S. S. Trotsky, 1 brochure.

NOS BROCHURES :

La 1^{re} Internationale et la Guerre.

Qui prendrez-vous dorénavant pour vos fournisseurs ?

Voici une liste de commerçants que vous devez favoriser dans la mesure du possible puisqu'ils aident notre journal par la publicité qu'ils nous accordent.

Jacquelin, prévision de Fêtes locales, Jours, Sorties, Manifestations, etc... vous autres besoin de Coquecots, Egantines, Insignes, Brassards, etc...

Adresses-ouverts de la préférence à « LA VERITE » 8, rue Logouvé, Paris 10^e.

Vous serez aussi bien servis, aussi rapidement et pas plus cher qu'ailleurs ; et cela sera encore une manière d'aider votre journal.

Catalogue gratis sur demande.

CYCLES.

Cycles Innovation, 145 Faubourg St-Denis.

CHIRURGIE - ACCOUCHEMENT.

Toutes les garanties scientifiques de l'Hôpital et la liberté des soins à domicile

TARIF ACCESSIBLE A TOUS particulièrement aux Assurés sociaux

MAISON DE SANTÉ DE PARIS SUD du Docteur LACHOIX ANTOINE 50, Avenue de Fontainebleau, VILLEJUIF (ITALIE 11-25)

Etablissement privé le moins coûteux de la région de Paris

Le Gérant : P. FRANK.

Imp. du COMMERCE et des POSTES 12, rue Notre-Dame de Nazareth, Paris